
Le parquet : vrais et faux juges

Par Daniel Soulez Larivière

Extrait du livre « Justice pour la Justice » (Seuil, 1990) de Daniel Soulez Larivière, pages 233-240. Sous-chapitre du chapitre « Que faire ? » de la partie « Politiques ».

Pendant son mandat ministériel, tout garde des Sceaux est amené à répondre à la question : « Donnez-vous des instructions aux juges¹ ? » Et le ministre de répondre, avec la foi du néophyte s'il n'est pas juriste ou la sérénité d'esprit de « celui qui sait » et qui fait découvrir un continent nouveau à son interlocuteur : « Il faut distinguer : d'un côté, voici les juges à qui je donne des ordres, ce sont ceux du Parquet. De l'autre, voici les juges à qui je ne donne pas d'ordres : ceux du siège. - Bien, dit l'auditeur profane, j'en conclus donc que les magistrats reçoivent bien des instructions ! - Pas du tout, répond le garde des Sceaux, je vous ai déjà dit que les juges qui jugent ne reçoivent pas d'instructions. Je n'en donne qu'aux Parquets. - Oui, dit le profane, mais les magistrats du Parquet sont bien des juges ? - Certes, dit le garde des Sceaux. - Donc, vous donnez bien des ordres aux juges », continue le profane. Le message est incompréhensible, et, pour le public, le juge en France est un fonctionnaire qui, plus ou moins, reçoit des ordres. Cette impression se fonde dans le fait que la division des juges en deux catégories - ceux du Parquet qui sont soumis à une hiérarchie et qui représentent la société, et ceux du siège qui ne sont soumis à aucune hiérarchie et rendent les décisions - est absolument illogique. Reprenons le syllogisme. Un juge n'est pas un homme qui reçoit des ordres. Puisque le Parquet reçoit des ordres, les membres du Parquet ne doivent pas être des juges. Or on nous dit que les magistrats du Parquet reçoivent des ordres et que ce sont des juges. Donc, cela veut dire qu'en France les juges reçoivent des ordres.

La preuve par neuf de la conclusion est que les magistrats du Parquet peuvent devenir des magistrats du siège sans aucune formalité particulière, et les magistrats du siège peuvent passer au Parquet de la même façon. C'est bien la démonstration qu'il n'existe pas de juges indépendants en France. Rien, nulle part et à aucun moment, sous aucune condition, ne pourra contredire ce syllogisme qui est à la racine du mal. D'ailleurs, si besoin en était, la démonstration est faite de ce que ces propos ne sont pas des provocations de mauvais aloi puisque la Commission européenne des droits de l'homme reprenant le syllogisme populaire qui vient d'être énoncé l'a complètement consacré le 4 février 1986.

¹ La dernière question en date était posée le 9 juillet 1989 à Pierre Arpaillange, lors du forum RMC-FR3.

De quoi s'agissait-il ? En janvier 1979, un justiciable allemand de l'Est était inculpé d'intelligence avec les agents d'une puissance étrangère, soit en clair d'espionnage dans le secteur de la recherche. Sa garde à vue fut en tout de 6 jours, à raison d'un renouvellement toutes les 48 heures sur autorisation du procureur général près la Cour de sûreté de l'État. Lassé de demeurer en détention provisoire 4 ans et 3 mois et demi², l'inculpé se fâcha et en vint à saisir la Commission européenne des droits de l'homme, non seulement sur le problème de sa détention pour le moins excessive, mais aussi, horrible sacrilège, sur l'article 5 paragraphe 3 de la Convention. Dobbertin osait dire que sa procédure était nulle parce qu'après son arrestation il n'avait pas été « aussitôt » traduit devant un magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires. En clair, cet « étranger » venait nous dire qu'un membre du Parquet, un avocat général près de la Cour de sûreté de l'État auquel il avait été présenté n'était pas un vrai juge mais un faux juge. Coup de théâtre, la Commission européenne des droits de l'homme donna raison à l'Allemand par dix voix et une abstention.

Il faut donc savoir aujourd'hui que le bon sens populaire a rejoint celui d'au moins dix juristes européens éminents sur onze composant la Commission européenne des droits de l'homme. Devant les conséquences catastrophiques au plan politique et institutionnel d'une telle décision, la France mit en œuvre un plan ORSEC sur le terrain diplomatique et, le 29 septembre 1988, le Conseil des ministres, faute d'une majorité des deux tiers nécessaire pour donner suite à la décision de la Commission, enterra cette affaire³.

Mais ce qui est enterré est une bombe qui, tôt ou tard, va exploser. L'existence de la fiction d'un Parquet composé de juges est à terme condamnée à disparaître, et mieux vaudrait prendre la réalité en face plutôt que de continuer à laisser s'abîmer tout le système judiciaire par une organisation d'une autre époque.

Pourquoi le professionnel qui est chargé d'accuser, et dont le rôle est de requérir des poursuites et des condamnations, devrait dans le système français être aussi un juge, même un faux juge ? Parce que la justice du siège est trop faible. Parce qu'à l'origine de ce système, qui trouve sa source sous l'Ancien Régime et son développement sous l'Empire, la nécessité de l'ordre public paraît justifier que l'accusation soit renforcée de la parure et des attributs du juge et le juge du siège conforté par la présence d'un pair sur la même estrade que lui. L'image de l'Inquisition aussi est présente. Des moines partout pour le service de

² Ce n'est pas un record en France ! A ce jour, celui-ci est de 7 ans avec Roger Ambeau, condamné à 10 ans de réclusion le 4 mai 1988 par la cour d'assises de Bordeaux après 7 années de détention préventive.

³ En application de l'article 32 paragraphe 1 de la Convention qui stipule l'existence d'une majorité des deux tiers pour que l'affaire soit transmise du Conseil des ministres à la Cour de Strasbourg, seule institution apte à condamner les États. Sur les questions concernant la qualité des juges des membres du Parquet, voir Arrêt Neumester/Autriche de la CESDH, 27 juin 1968, Arrêt Schiesser/Suisse, 4 décembre 1979 et décision de la commission Skoogstom/Suède, 15 juillet 1983.

Dieu ; des juges partout pour le service de l'État.

Sous Lénine, l'URSS a créé la procureure dans un État très arriéré sur le plan juridique, dans lequel les fonctions judiciaires, policières et administratives n'ont été distinguées qu'en 1864. Le « Parquet » soviétique, conçu comme une sorte de magistrature évangélique du droit, devint très vite un commissariat politique. Mais il dispose à son origine d'une tâche régulatrice continue avec des moyens d'intervention mixtes, accusateurs, judiciaires et administratifs. Aujourd'hui, les embryons de démocraties obligent à redéfinir les tâches des juges et d'abord de la procureure en URSS.

A certains égards, la tâche du Parquet pendant au moins deux siècles a été d'assurer l'ordre tant bien que mal, et sans doute était-ce bien ainsi.

Par ailleurs, la très grande faiblesse de la défense des individus dans le système inquisitoire était en quelque sorte compensée fantasmatiquement par la qualité des juges de l'accusation. Un juge ne peut pas être injuste, donc il est fatalement entraîné à défendre aussi l'accusé. Donc l'inexistence de la défense est légitime. La défense n'est pas nécessaire. Elle est simplement tolérée à l'instruction pénale depuis 1897, mais constitue une pièce rapportée qui ne participe aucunement de la logique du système.

Cette logique se noue dans la nature du Parquet tel qu'il existe actuellement. La seule manière de restaurer le pouvoir symbolique du juge en France est de le restituer simplement à sa fonction. Or quelle est cette fonction ? Tout simplement de juger. A chacun son métier. Le Parquet doit être un corps spécialisé dans la poursuite des infractions, mais non pas un corps de juges⁴. Ses fonctions sont davantage policières que judiciaires. Tout implique que ce corps soit l'aboutissement d'une carrière policière et sur l'articulation du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Justice.

Dans un premier temps, la révolution serait visiblement d'ordre architectural. Il conviendrait de faire descendre le procureur ou l'avocat général de son piédestal et de l'installer sur le Parquet où il lui appartient, comme son nom l'indique, de se tenir à côté de la défense. A ce déplacement apparemment anodin correspond un symbole, celui qui confère à chaque acteur sa place exacte sur la scène judiciaire. Les procureurs n'entreraient plus par la porte des juges, mais par celle réservée aux parties du procès, défense et accusation. Le Parquet ne représenterait plus que l'accusation, cessant de jouer sur tous les tableaux d'une impossible objectivité que lui confère hypocritement aujourd'hui cette double qualité de procureur et de juge. Il pourrait aussi plus facilement constituer avec la défense l'un des éléments moteurs du procès permettant au juge de se recalcr dans sa position de juge

⁴ Ce qui existe aux États-Unis et en Allemagne, par exemple.

arbitre plutôt que d'intervenant en perpétuelle compétition avec un procureur placé sur le même plan que lui. Le fait de ne plus considérer les procureurs comme des juges n'empêche nullement de conférer à ceux-ci les mêmes garanties d'indépendance qu'aujourd'hui. Point ne serait même besoin de modifier quoi que ce soit à leur discipline et à son organisation institutionnelle. La Commission de discipline du Parquet fait très bien son travail. En revanche, l'accès à ces fonctions du Parquet devrait être modifié pour permettre aux meilleurs policiers et avocats d'y trouver le couronnement d'une carrière ou le début d'une formation professionnelle, selon le niveau hiérarchique. Faut-il interdire aux juges d'accéder aux fonctions du Parquet ? Voilà bien une chose inutile dès lors que le parquetier cesse d'être juge et qu'en définitive les deux activités sont suffisamment différentes pour susciter des vocations distinctes. Même aujourd'hui, dans cette soupe conceptuelle que constitue la magistrature, les carrières de vrai parquetier se font presque toujours au Parquet. Lorsque chaque profession sera recentrée et dès lors que les deux métiers et corps seront distincts, aucun risque n'existera de voir subsister ce que l'on appelle aujourd'hui les carrières en perroquet qui laissent toujours à penser que l'échelle de la hiérarchie se gravit avec un barreau du Parquet puis un barreau du siège, encore un barreau du Parquet, puis un nouveau barreau du siège. Certes, beaucoup de grands procureurs trouveraient choquante ou naïve une telle réforme, persistant à penser qu'elle n'obéit pas sur le terrain du réel à une modification utile puisque d'ores et déjà ils exercent leur activité comme on pourrait le souhaiter s'ils faisaient partie de ce Parquet réformé. C'est vrai de beaucoup d'entre eux, pas de tous. Cependant, cette position ne tient aucun compte de l'imaginaire et du symbolique. L'important n'est pas seulement de bien faire, mais d'être accepté par le public dans une fonction compréhensible qui ne permette aucune confusion avec une autre. Cette analyse ne représente aucune défiance par rapport aux actuels membres du Parquet, ni plus ni moins qu'à l'égard des avocats ou des juges. Tout au contraire, elle vise à renforcer la spécificité de leur qualité. Enfin, en recadrant le Parquet du côté de la police plutôt que du côté du juge, cette réforme aura pour effet de valoriser la fonction policière qui est essentielle dans une démocratie. Ce dont souffre la police française aujourd'hui est d'être cantonnée par la loi dans des tâches qui ne lui permettent même pas d'être responsabilisée dans la poursuite, ce qui exclut obligatoirement toute intériorisation de la norme. L'une des raisons pour lesquelles l'affaire Jobic⁵ a provoqué un tel scandale en France par l'opposition police/justice qu'elle a révélée tient à cette situation brouillée de la fonction judiciaire et de la fonction policière. Le statut du travail policier n'existe pas. Le policier Jobic a sans doute été trop loin dans la recherche de renseignements ou la manipulation parce que son activité se situe dans un *no man's land*. Il s'est vécu tel une sorte de mercenaire du Parquet dans la meilleure des hypothèses. Mais si les fonctions de l'accusation basculaient du côté du policier en en constituant le couronnement final, si chaque policier se sentait investi d'une parcelle de la mission du parquetier, avec les exigences techniques et éthiques que cela suppose, les

⁵ Policier inculpé de proxénétisme aggravé par le juge Hayat et finalement relaxé par le tribunal correctionnel de Nanterre.

tentations de dérapage finiraient par être moins grandes. Quant au juge Hayat, victime de la confusion des fonctions de juge, de procureur et de policier, son échec est apparu comme celui de la justice, puisqu'un morceau du corps en a désavoué un autre. Aussi, loin de caresser le projet de faire passer sous le contrôle de la justice la police judiciaire⁶, ce qui d'une part est impossible et d'autre part relève d'une vision purement administrative, mieux vaudrait faire passer le Parquet du côté de la police et faire intérioriser, valoriser et rendre respectables ces tâches policières en les plaçant, à l'égard de l'activité judiciaire de poursuite, sous l'autorité effective du Parquet dépendant lui-même du ministre de la Justice⁷. La restitution de son véritable rôle au juge fonctionnellement désolidarisé du Parquet, donc de la police, renforcera dès lors sa puissance et son autorité sur le bras armé de la société. Et c'est là que le bât blesse. Car si l'organisation actuelle survit, la cause en est que la fonction judiciaire en tant que telle est faible. Et parce qu'elle est faible, le modèle imaginaire du juge pour lui-même et pour le public est bien souvent le juge administrateur, ce qui revient à affaiblir encore la fonction judiciaire dans les trois registres où elle doit exister.

⁶ Qui en tant que telle ne traite que 3 % de la criminalité en France, le reste étant le fait de la gendarmerie, de la préfecture de police, de la DST et des polices urbaines.

⁷ C'est exactement ce qui existe aux États-Unis.